

RAPPORT SUR L'ABORDABILITÉ 2020 NOTE DE SYNTHÈSE

La pandémie de Covid-19 a révélé l'ampleur et les conséquences de la fracture numérique et a souligné le besoin urgent de trouver des solutions aux inégalités numériques.

Les gouvernements se voient contraints de réévaluer leurs priorités et de proposer des solutions innovantes pour relever un éventail de défis en matière de santé, d'emploi, d'éducation et de résilience économique. Étant donné qu'Internet et la technologie numérique joueront un rôle de plus en plus important dans notre monde, les gouvernements doivent élaborer des politiques visant à offrir une connectivité abordable et significative à tous.

Le rapport de 2020 sur l'abordabilité d'Internet examine l'état d'avancement des politiques visant à réduire le coût de l'accès à Internet et souligne l'importance de plans nationaux de haut débit (PNHD) efficaces pour fournir les conditions d'une baisse des prix de l'accès à l'Internet.



Progrès en matière de politique et baisse des prix

Les données sur les politiques et les prix vont dans le bon sens. Ces cinq dernières années, le haut débit mobile est devenu plus abordable et les scores atteints sur l'indice des facteurs d'abordabilité (ADI - Affordability Drivers Index) ont augmenté dans la plupart des pays des trois régions que nous étudions - Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et la région Asie-Pacifique -, indiquant une amélioration des politiques de haut débit.



Les politiques de haut débit continuent de s'améliorer. Le score ADI moyen dans les pays que nous avons inclus dans l'étude a augmenté de 13,6 points, passant de 42 à 55,6 depuis 2014, avec des améliorations plus notables dans les pays à faible revenu.



On observe en Afrique les plus grandes avancées en matière de politique. Alors que l'Afrique reste la région qui affiche le score ADI moyen le plus bas, cette année, elle a connu l'amélioration la plus rapide (6,7 % depuis 2019), les pays ayant amélioré la planification et la gestion du spectre et soutenu des programmes visant à réduire le fossé numérique entre les sexes.



Les prix du haut débit mobile ont constamment baissé parmi les pays de l'indice des facteurs d'abordabilité, la part du revenu mensuel moyen per capita nécessaire pour couvrir le coût moyen de 1 Go de données ayant diminué de près de moitié depuis 2015, passant de 7,0 % à 3,1 %.

Bien que la baisse des prix puisse s'expliquer en partie par des améliorations générales de la technologie et d'autres gains d'efficacité, une politique gouvernementale forte est essentielle pour réduire les coûts et faire en sorte que l'accès à Internet soit plus abordable à tous et toutes.



La région Asie-Pacifique est le leader régional des stratégies haut débit. Au niveau régional, les pays de la région Asie-Pacifique ont les scores moyens les plus élevés en matière de politique ADI pour la stratégie de haut débit et l'accès public. En outre, les consommateurs paient les prix les plus bas, soit moins de 1,5 % du revenu mensuel moyen pour 1 Go de haut débit mobile.



Le Rwanda, qui dispose d'une planification nationale efficace en matière de haut débit, a vu 1 Go de données tomber à moins d'un cinquième de son prix de 2015, de 20,2 % à 3,39 % du revenu mensuel moyen, et a progressé plus rapidement que ses voisins d'Afrique de l'Est, qui ont des politiques de planification moins solides en matière de haut débit.



Trois pays en tête de l'indice de cette année - **la Malaisie, la Colombie et le Costa Rica** - se démarquent avec les trois scores les plus élevés en matière de planification nationale du haut débit. Tous trois atteignent le seuil d'abordabilité « 1 pour 2 » de l'ONU - 1 Go de données pour un maximum de 2 % du revenu mensuel moyen.

Le défi de l'accès universel à Internet

Si la tendance générale est encourageante, les progrès en matière de réduction des prix restent trop lents, d'autant plus que le Covid-19 a démontré sans l'ombre d'un doute que l'accès à Internet n'est pas un luxe, mais une bouée de sauvetage. Et malgré l'amélioration des politiques, les différences nationales persistent, ce qui pose de sérieux défis en matière d'accès universel.

Plus d'un milliard de personnes vivent dans les 57 pays couverts par notre enquête qui n'ont pas encore atteint le seuil d'abordabilité « 1 pour 2 » de l'ONU. 1 Go est le minimum qui permet d'utiliser Internet de manière efficace ; pourtant, le coût élevé de la connexion signifie que des milliards de personnes ne bénéficient même pas de cette allocation de base. Près de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à Internet, et beaucoup d'autres personnes n'ont pas accès à une connectivité significative qui leur permettrait de s'engager pleinement dans des activités comme l'apprentissage en ligne, le travail à distance et les services de télésanté.

Les gouvernements doivent agir pour réduire le coût de l'accès. Cela nécessitera des investissements importants : l'analyse A4AI a révélé qu'un **financement supplémentaire de 428 milliards de dollars** est nécessaire au cours des dix prochaines années pour connecter toute l'humanité à un haut débit de qualité d'ici 2030. Mais pour réussir, ce financement doit être associé à des politiques efficaces, à une planification solide et à une mise en œuvre efficiente, ce qui inclut des investissements urgents dans les compétences numériques, les contenus et les cadres politiques favorables, éléments essentiels pour parvenir à l'accès à une connectivité significative. Pour y parvenir, Les gouvernements ont besoin de solides plans nationaux pour le haut débit..

Pourquoi des plans nationaux en matière de haut débit ?

Les plans nationaux pour le haut débit sont une nécessité pour faire baisser les prix et assurer une croissance inclusive. En fixant des objectifs clairs, ils fournissent une feuille de route convenue par toutes les parties prenantes et créent la responsabilité d'afficher une progression continue.

L'indice ADI évalue si les pays ont un plan national pour le haut débit, et estime la mesure dans laquelle ce plan fixe des objectifs clairs et limités dans le temps concernant l'abordabilité de l'Internet.



La plupart des pays (90 % de ceux étudiés) possèdent une sorte de PNHD; cependant, la qualité de ces plans varie considérablement.



Seuls les deux tiers des plans étudiés ont été rédigés dans le cadre d'une consultation ouverte. Dans ces cas, ces plans étaient plus susceptibles d'afficher des objectifs clairs et d'être en corrélation avec des scores ADI plus élevés et d'être en faveur d'une stratégie globale en matière de haut débit.



52 pays (80 % des plans) ont fixé au moins un objectif concernant la couverture 4G, l'accès fixe, l'accès en milieu rural, le coût des équipements d'accès ou les prix de l'Internet.

Comment les plans nationaux

pour le haut débit rendent l'accès à Internet moins cher

Ils rendent les investissements publics plus efficaces

Les pays dotés de plans nationaux solides en matière de haut débit ont également tendance à afficher un score ADI plus élevé avec des stratégies d'investissement public clairement définies et ciblées, ce qui favorise une croissance numérique inclusive et permet de réduire les coûts d'accès.

Ils encouragent les investissements du secteur privé

Les plans nationaux pour le haut débit permettent au secteur privé de planifier à plus long terme et d'investir dans une meilleure couverture et une meilleure abordabilité. Des processus ouverts d'élaboration de politiques assurent la stabilité nécessaire à la croissance de marchés dynamiques et compétitifs.

Ils créent des partenariats inédits et de nouvelles sources de responsabilité

Les approches inclusives d'élaboration de plans nationaux pour le haut débit ont une influence positive sur l'efficacité de ces plans. Ce processus rassemble les parties prenantes de tous les secteurs afin d'aligner les intérêts et les attentes et d'instaurer un climat de confiance.



Les gouvernements peuvent réduire le coût de la connexion grâce à une meilleure planification du haut débit

Sur la base de données probantes concernant les environnements politiques en matière de haut débit dans 72 pays à revenu faible ou intermédiaire, ce rapport recommande trois actions de haut niveau pour une meilleure planification du haut débit :

1

Une approche consultative : les plans pour le haut débit doivent inclure les contributions d'un ensemble diversifié et représentatif d'acteurs du secteur privé, du secteur public et de la société civile.

Ceci est crucial pour prendre en compte tous les intérêts, identifier les problèmes et les solutions du marché et comprendre les impacts possibles sur différents groupes et individus. Au fil du temps, la collaboration renforce la confiance et l'efficacité dans le secteur et encourage la coopération.

2

Des objectifs clairs : un plan doit afficher des objectifs qui visent à combler les lacunes les plus critiques d'un pays et inclure des mesures claires et planifiées dans le temps. Ceux-ci doivent inclure au moins un objectif pour la couverture du réseau et un objectif pour l'abordabilité des données.

Des objectifs stables pendant toute la durée de vie du plan permettent aux parties prenantes de signaler les lacunes dans sa mise en œuvre. Ces objectifs sont essentiels pour créer une responsabilisation qui maintienne toutes les parties prenantes engagées dans la réussite du plan.

3

Des engagements de financement : un plan doit s'accompagner d'engagements financiers et d'un processus transparent d'évaluation et d'examen au minimum tous les deux ans.

La mise en œuvre des plans nationaux pour le haut débit nécessite un financement public, ainsi qu'un soutien continu pour la collecte et l'analyse des données régulièrement mises à jour pour mesurer les progrès. Sans soutien financier pour leur mise en œuvre, les plans nationaux pour le haut débit ne parviennent pas à avoir un impact à long terme sur le développement numérique d'un pays.

L'analyse historique des politiques et des prix du haut débit au cours des dernières années ont mis en évidence la valeur des plans nationaux de haut débit. Les pays qui n'ont pas de plan ou qui ont établi un plan peu ambitieux risquent de retarder les opportunités de croissance numérique - sur le plan social comme sur le plan économique. Alors que les pays cherchent à revoir leurs objectifs de récupération sur le long terme après la pandémie de Covid-19, la planification du haut débit doit être un élément essentiel de ce processus. Les expériences des 72 pays étudiés dans ce rapport montrent de ce que les gouvernements peuvent et doivent faire.